Étude

parcours

Demander de l'aide alimentaire, et après?

OFFRIR DES ALIMENTS ET PLUS

Portrait de l'offre de service des organismes communautaires en aide alimentaire de la région de

Montréal

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA
APPROCHES COMMUNAUTAIRES ET INÉGALITÉS DE SANTÉ

L'ÉQUIPE DE PROJET

Chercheuses

Louise POTVIN, Institut de recherche en santé publique, Université de Montréal
Geneviève MERCILLE, département de nutrition, Université de Montréal
Jennifer O'LOUGHLIN, Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal
Mylène RIVA, département de géographie, McGill University
Marie-Pierre SYLVESTRE, Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal

Partenaires cocandidats

Annie GAUVIN,
Banques alimentaires du Québec
Robert BEAUPARLANT,
Faim et développement social du Québec
Frédéric PARÉ,
Regroupement des cuisines collectives du Québec
Jean-Paul FANIEL, Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal Métropolitain

Partenaires nationaux

Centre de collaboration nationale des déterminants sociaux
Réseau pour une alimentation durable

Professionnels de recherche

Federico RONCAROLO, coordonnateur de l'étude
Jacinthe LOISELLE, coordonnatrice de l'étude par intérim
Ginette BOYER, coordonnatrice de la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé
Caroline BRAËN, professionnelle de recherche
Elsury PEREZ, professionnelle de recherche

Étudiantes

Marie-Ange IRIBAGIZA, étudiante à la maîtrise
Raluca TICALA, étudiante à la maîtrise

Partenaires de la région de Montréal

Direction régionale de santé publique, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal
Moisson Montréal
Ville de Montréal

Cette étude bénéficie d'une subvention des Instituts de recherche en santé du Canada (PJT-153361).

Rédaction :
Raluca TICALA, Geneviève MERCILLE et Federico RONCAROLO sauf le chapitre 2 préparé par les partenaires de la région
Analyses :
Elsury PEREZ
Concept graphique : Mugisha RUTISHISHA, IRSPUM
Cartographie : Centre d'informations géographiques, McGill University
Direction scientifique :
Geneviève MERCILLE et Louise POTVIN
Coordination de la production
Ginette BOYER

Une publication de la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé, de l'Université de Montréal, 2019.
www.chairecacis.org

Les reproductions de ce texte, en tout ou en partie, sont autorisées à condition d'en mentionner la source.

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le fruit d'un véritable travail d'équipe et en partenariat, comme en témoigne la page précédente. Nous désirons cependant remercier d'une façon particulière chacun des organismes communautaires de la région qui a participé à cette étude en nous faisant une place dans son horaire déjà bien chargé.

Merci aux gestionnaires et intervenants de ces organismes qui ont pris le temps de considérer, avec leur équipe ou leur conseil d'administration, la possibilité de participer à cette enquête téléphonique, mais aussi de collaborer à une enquête auprès de leurs usagers qui est en cours au moment de publier ce rapport.

Nous reconnaissons la grande valeur de la « petite heure » que vous avez consacrée à répondre à nos questions. Mais surtout, nous espérons que ces résultats alimenteront votre réflexion collective sur vos pratiques et permettront, à terme, d'améliorer la sécurité alimentaire de la population de votre territoire, un objectif que nous partageons pleinement.

Geneviève Mercille, Louise Potvin et l'équipe de projet

TABLE DES MATIÈRES

		RÉSUMÉ	5
1.		INTRODUCTION	6
2.		PORTRAIT SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE MONTRÉALAIS	7
3.		MÉTHODOLOGIE	9
4.		RÉSULTATS	12
	4.1.	Répartition géographique et profil des organismes	12
	4.2	Qualité des dons alimentaires distribués	15
	4.3	Offre de service complémentaire au don d'aliments	17
	4.4	Partenaires et collaborateurs	19
5.		FAITS SAILLANTS, LIMITES ET DISCUSSION	20
	5.1	Faits saillants	20
	5.2	Limites de l'étude	21
	5.3	Perspectives	22
		RÉFÉRENCES	22

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

Figure 1	Recrutement des organismes dans la région de Montréal	11
Figure 2	Répartition géographique des organismes communautaires en aide alimentaire participants de Montréal	13
Tableau 1	Principales caractéristiques des organismes participants	14
Tableau 2	Composition habituelle des dons d'aliments	16
Tableau 3	Activités reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments	17
Tableau 4	Activités non reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments	18
Tableau 5	Nombre de liens de collaboration et de partenariats formels et informels avec divers types d'organismes	19

Étude

parcours

Demander de l'aide alimentaire, et après?

Ticala, R., Mercille, G. et coll. 2019
Pour info : parcours@irspum.umontreal.ca

RÉSUMÉ

Au Canada, la faim hypothèque la santé et le bien-être d'environ un ménage sur huit. Les banques alimentaires sont bien connues pour tenter de résoudre ce problème, mais elles ne font pas consensus. Certains pensent qu'elles font plutôt partie du problème en compromettant l'adoption de politiques de lutte à la pauvreté. D'autres les voient plutôt comme une passerelle vers d'autres services communautaires aidant les gens à s'en sortir. Pour le moment, les données scientifiques ne permettent pas de trancher ce débat.

C'est pourquoi la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS), en collaboration avec plus de 20 organisations, au Québec, mène **l'étude PARCOURS, Demander de l'aide alimentaire, et après ?**. Ce rapport présente les résultats d'une enquête téléphonique réalisée de novembre 2017 à juin 2018, auprès de 57 organismes d'aide alimentaire de la région de Montréal. Ce premier volet de l'étude vise à dresser un portrait de l'offre de service de ces organismes. Un deuxième volet, soit une enquête auprès de nouveaux usagers en aide alimentaire de ces organismes, a débuté à l'automne 2018 et se poursuivra jusqu'en 2022.

Les organismes ont été classés selon **le type d'activités** offertes aux usagers dans le domaine de l'alimentation, soit **DON** et **DON+,** où les organismes DON+ offrent, en plus des aliments, des activités soutenant le développement de compétences en alimentation (cours de cuisine, cuisines collectives, etc.). Ils ont également été classés selon le **milieu de vie** desservi (**urbain et périurbain)**, d'après des définitions des régions métropolitaines de recensement de Statistique Canada.

Dans la région de Montréal, 26 organismes DON et 31 organismes DON+ ont participé à l'étude. Ils répondent tous aux critères d'inclusion, c'est-à-dire : 1) l'accès au don ne doit pas être conditionnel à l'utilisation d'autres services ; 2) le don d'aliments se fait sur une base régulière ; 3) l'organisme s'adresse à la population générale.

Les **principaux résultats** sont les suivants :

- Les organismes DON et DON+ semblent de même taille; le nombre de ménages desservis et la fréquence de distribution des aliments sont comparables. Seul le nombre d'employés et de bénévoles diffère.
- L'offre alimentaire est variée. Des aliments frais ou minimalement transformés sont disponibles la plupart du temps pour les usagers. Les organismes DON semblent offrir moins fréquemment des aliments périssables.
- L'offre de services diffère entre les deux types d'organismes, les organismes DON+ possédant une plus grande variété d'activités. Ils ont toutefois une perception commune quant à la faible participation des usagers aux activités offertes.
- La totalité des organismes a établi des collaborations ou des partenariats avec d'autres organismes communautaires, avec des institutions publiques ou des entreprises privées.

Lors d'un forum régional ayant eu lieu à l'automne 2018, les partenaires et les organismes participants se sont réjouis de l' « assez bonne » qualité de l'offre alimentaire: ils estiment que la préoccupation d'offrir une saine alimentation est largement partagée dans la région et que la qualité des aliments offerts est tributaire de leurs collaborations avec d'autres organismes, entreprises et institutions. Signalons enfin que ces données étant descriptives et les nombres très

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA APPROCHES COMMUNAUTAIRES ET INÉGALITÉS DE SANTÉ
INSTITUT DE RECHERCHE EN SANTÉ PUBLIQUE IRSPUM Université de Montréal
CRCHUM CENTRE DE RECHERCHE Centre hospitalier de l'Université de Montréal
McGill UNIVERSITY
IRSC CIHR Institut de recherche en santé du Canada Canadian Institutes of Health Research

petits, il faut demeurer prudent dans leur interprétation. Des analyses statistiques plus poussées seront appliquées aux résultats des quatre régions à l'étude.

1. INTRODUCTION

Au Canada, l'insécurité alimentaire touchait 1 ménage sur 8 en 2014, ce qui représente 3,2 millions de personnes, dont 1 million d'enfants[1]. Pour répondre à cette problématique, aucune politique de sécurité alimentaire gouvernementale n'existe[2]. La réponse se situe davantage en milieu communautaire, où divers organismes offrent du don d'aliments[3, 4]. Les banques et les comptoirs alimentaires sont bien connus pour tenter de résoudre ce problème, mais ils ne font pas consensus. Certains pensent qu'ils font partie du problème parce qu'ils compromettent l'adoption de politiques de lutte à la pauvreté[2, 5] ou même qu'ils créent une dépendance chez les personnes qui les fréquentent[6]. D'autres les voient plutôt comme une passerelle vers d'autres services communautaires, axés sur le développement des capacités, qui aident les gens à s'en sortir[7].

QU'EST-CE QUE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

« … l'accès **physique** et **économique** de **tous** les êtres humains, **à tout moment**, à une nourriture **suffisante**, **saine** et **nutritive** leur permettant de satisfaire **leurs besoins énergétiques** et leurs **préférences** alimentaires pour mener une vie saine et active ».

Sommet mondial de l'alimentation, 1996

Afin de tenter d'éclairer ces questions, un vaste projet de recherche est mené par la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS), en collaboration avec plus de 20 organisations à travers la province. L'étude est réalisée à l'échelle québécoise, plus précisément dans les quatre régions socio-sanitaires suivants :

- l'Estrie,
- la Mauricie – Centre-du-Québec,
- Lanaudière,
- Montréal.

L'étude **PARCOURS : demander de l'aide alimentaire, et après ?** vise à documenter l'effet à long terme du don alimentaire (avec ou sans couplage avec des activités de développement de compétences en alimentation) auprès de **nouveaux** usagers du don d'aliments (des personnes ayant reçu de l'aide alimentaire d'un organisme pour la première fois au cours des 6 derniers mois) sur :

- l'insécurité alimentaire,
- la qualité de l'alimentation,
- l'intégration sociale,
- la participation citoyenne et la santé.

Comme son nom l'indique, l'étude vise aussi à documenter les parcours d'utilisation des services communautaires en sécurité alimentaire. S'échelonnant de 2017 à 2022, l'étude se divise en trois principaux volets :

1) en 2017-2018, dresser un portrait des organismes communautaires offrant du don alimentaire dans les différentes régions et comparer leur offre de service ;
2) de l'automne 2018 à l'été 2022, rencontrer 1 800 nouveaux usagers de ces organismes chaque année, à trois reprises, dans le cadre d'une enquête longitudinale ;

3) à compter de l'automne 2021, mener des entrevues en profondeur auprès de 40 participants afin de documenter les principaux parcours d'utilisation des ressources.

L'étude PARCOURS fait suite à une autre étude réalisée par notre équipe en 2011-2013[8], l'une des rares études prospectives dans ce domaine. Nous avons comparé les nouveaux utilisateurs de dons alimentaires avec de nouveaux utilisateurs d'interventions de renforcement des capacités, à Montréal. Nous avons démontré que, sur une période de 9 mois, l'utilisation de programmes de dons de nourriture est associée à une réduction de l'insécurité alimentaire et à des améliorations de la santé physique et mentale[9, 10]. En outre, il existe des différences fondamentales entre les nouveaux utilisateurs de dons alimentaires uniquement et les nouveaux utilisateurs de programmes de renforcement des capacités. Les premiers sont moins éduqués, plus pauvres, en mauvaise santé et plus susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire grave[11, 12].

Le présent rapport présente les premiers résultats de l'enquête téléphonique auprès des organismes communautaires offrant des dons d'aliments dans la région de Montréal. Un rapport similaire est disponible pour chacune des trois autres régions à l'étude. Une analyse comparative des quatre régions à l'étude suivra.

2. PORTRAIT SOCIO-DEMOGRAPHIQUE MONTRÉALAIS

La population de l'agglomération de Montréal est répartie sur un territoire d'une superficie de 499 kilomètres carrés composé de 19 arrondissements et 14 villes reconstituées. Avec ses 1,9 million d'habitants, Montréal accueille près du quart de la population du Québec [13].

Malgré ses atouts, la région fait face à d'importants défis en raison notamment de la surreprésentation de populations particulièrement vulnérables à la maladie, par rapport au reste du Québec. Les conditions sociales et économiques parfois plus défavorables que l'on retrouve à Montréal peuvent avoir une incidence négative sur la santé et sont à la source de multiples inégalités[14].

2.1 Démographie

Presqu'une personne sur trois est âgée de moins de 25 ans (28%). La population de 15 à 24 ans représente une proportion significative des jeunes en raison de l'attraction des grandes universités montréalaises et des nombreux établissements collégiaux.[13] Les 35 à 64 ans représentent plus d'une personne sur quatre (28%). Les personnes de 65 ans et plus constituent un peu plus d'une personne sur 10, soit 14%; de ce nombre, 5% ont plus de 80 ans[14].

2.2 Ménage[1]

Selon les données du recensement de 2016, l'Île de Montréal compte 869 920 ménages. Les ménages formés d'une seule personne sont les plus nombreux, soit deux ménages sur cinq (39%). Un peu moins

[1] Un ménage est constitué d'une personne ou d'un groupe de personnes (autres que des résidents temporaires ou étrangers) qui occupent un logement privé et qui n'ont pas de domicile habituel ailleurs au Canada. Le ménage peut se composer d'une famille ou plus partageant le même logement, d'un groupe de personnes non apparentées ou d'une personne vivant seule.

fréquents, suivent ensuite les ménages composés de deux personnes (30%). Seulement 6% des ménages comptent cinq personnes ou plus. Fait à souligner, le nombre de ménages de personnes seules a quelque peu ralenti sa progression avec une augmentation de 2,9% entre 2011 et 2016. Il s'était accru de 4,9 % entre 2006 et 2011[13].

2.3 Famille[2]

On dénombre 485 110 familles sur l'Île. Les familles avec enfants ont connu une croissance de 3% entre 2011 et 2016[13]. Une famille sur 5 est monoparentale et 80% d'entre elles sont dirigées par une femme. La majorité des familles monoparentales ne comptent qu'un seul enfant (60%) alors que seulement une sur dix en comptent trois ou plus. La situation s'inverse pour les familles avec conjoint, où moins de la moitié d'entre elles ont un seul enfant (40%) alors que presqu'une sur cinq vit avec trois enfants ou plus (19%).

2.4 Immigration

Montréal reçoit près des deux tiers des immigrants du Québec. Un Montréalais sur trois est issu de l'immigration, soit 644 680 personnes. Parmi ce groupe, une personne sur cinq (22 %) a obtenu son statut d'immigrant entre 2011 et 2016. Les immigrants les plus anciens, arrivés au pays avant 1981, sont représentés dans la même proportion, soit un immigrant sur cinq (22%).

2.5 Langue

Un peu plus de la moitié de la population parle exclusivement le français à la maison (55%). Une personne sur quatre parle seulement l'anglais (25%). Un peu moins d'une personne sur dix utilise plus d'une langue à la maison (9%), quelle que soit la combinaison (français-anglais, français-langue non-officielle ou anglais-langue non-officielle). Une personne sur cinq ne parle ni l'anglais, ni le français à la maison (20%). Après le français et l'anglais, la langue la plus utilisée à domicile est l'arabe, suivie de l'espagnol et des langues chinoises. Cette variété met en lumière la diversité culturelle de Montréal où une personne sur trois est née à l'extérieur du pays[13].

2.6 Scolarité

Deux tiers de la population âgée de 25 à 64 ans détient un diplôme d'études collégiales ou universitaires. Une personne sur dix ne possède aucun diplôme. Plus spécifiquement, 40% des montréalais, âgés de 25 à 64 ans détiennent un diplôme universitaire, 16% ont complété des études collégiales, 25 % possèdent un diplôme d'études secondaires ou d'une école de métiers professionnels. Beaucoup moins nombreux, 10% n'a aucun diplôme, certificat ou grade.

2.7 Emploi

La population active combine les personnes en emploi et les chômeurs. À Montréal, les deux tiers de la population est considérée comme active. Moins d'une personne sur 10 était en chômage lors du recensement 2016 (9%).

---

[2] Une famille est constituée d'au moins deux personnes habitant le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par union libre ou par adoption. Un couple peut être de sexe opposé ou de même sexe. Les enfants peuvent être des enfants naturels, par le mariage, par l'union libre ou par adoption, peu importe leur âge ou leur état matrimonial, du moment qu'ils habitent dans le logement sans leur propre conjoint marié, partenaire en union libre ou enfant. Les petits-enfants habitant avec leurs grands-parents, alors qu'aucun des parents n'est présent, constituent également une famille de recensement. (Dictionnaire Recensement de la population 2016)

2.8 Seuil de faible revenu[3]

À Montréal, une personne sur six vit sous le seuil de faible revenu (17%). Chez les jeunes de 0 à 17 ans, 61 000 jeunes sont dans cette situation (17%). Chez les 65 ans et plus, c'est un aîné sur sept (14%), soit plus de 42 000 personnes[13].

2.9 Revenu

Parmi les Montréalais de 15 ans et plus, 4% étaient sans revenu durant l'année 2015. Au cours de la même période, un peu plus du tiers des 15 ans et plus avait gagné moins de 20 000$ (36%). Pour les tranches de revenu de 20 000 à 49 999$, c'était 38%, et 27% ont déclaré un revenu de 50 000 $ et plus, dont 7% ont pu compter sur un revenu de 100 000$ et plus. Le revenu médian pour la population de 15 ans et plus est 29 198 $ par année[13].

2.10 Logement

Le 60% de l'ensemble de logements de Montréal est en location. Sur l'ensemble du territoire, 584 240 ménages (67%) ont une seule personne qui agit comme soutien en payant le loyer ou l'hypothèque, les taxes, l'électricité ou les autres services publics. Le 30% de ménages de Montréal dédient plus de 30% de leur revenu aux coûts d'habitation. Parmi les 348 225 ménages propriétaires, le 59% détiennent une hypothèque sur leur résidence[13].

3. MÉTHODOLOGIE

L'étude **PARCOURS, Demander de l'aide alimentaire, et après ?** a débuté par un recensement des organismes offrant des dons alimentaires sur le territoire de Montréal, à partir des listes constituées et validées par les partenaires de la région. En novembre 2017, la liste de la région de Montréal comportait au total 274 organismes. Les organismes étaient admissibles au projet de recherche s'ils respectaient trois critères d'inclusion.

Pour toute précision, n'hésitez pas à contacter la CACIS : parcours@irspum.umontreal.ca

1. L'accès au don est sans condition : les usagers ne devaient pas obligatoirement utiliser d'autres activités ou services pour avoir accès au don d'aliments (par ex. : maison d'hébergement).
2. Le don d'aliments devait se faire sur une base régulière. Un organisme offrant uniquement des bons d'achat ou des paniers à des périodes précises, comme à Noël, ne pouvait pas participer.
3. L'organisme ne devait pas s'adresser exclusivement à un sous-groupe de la population, par exemple, à des personnes itinérantes, à des communautés autochtones ou à des personnes âgées de moins de 18 ans ou de plus de 65 ans.

Les organismes ont ensuite été classés selon deux catégories :

[3] Les seuils de faible revenu sont calculés à partir de la proportion du revenu annuel que les ménages consacrent à l'alimentation, le logement et l'habillement. Les ménages sont classifiés selon leur composition (nombre de personnes) et leurs lieux de résidence (régions urbaines, régions rurales). Un ménage est considéré à faible revenu quand il consacre une part plus importante de son revenu pour le logement, l'habillement et la nourriture qu'un ménage moyen de la même catégorie.

1. **le type de milieu** selon leur localisation géographique en fonction des plans d'aménagement des municipalités régionales de comté ou, pour Montréal, des définitions des régions métropolitaines de recensement de Statistique Canada :

URBAIN	PÉRIURBAIN	RURAL
▪ Population - 50 000 Montréal - ≥ 10 000 autres régions ▪ Forte densité de l'environnement bâti ▪ Vocation mixte du territoire : résidentiel, commercial, industriel, services	▪ Population ≥ 5 000 – <10 000 ▪ Faible diversité d'occupation du territoire ▪ En périphérie des centres urbains et souvent proches des zones rurales.	▪ Faible densité de population <5 000 ▪ Très peu de variété dans l'occupation du territoire (surtout agricole ou forestier) ▪ Éloigné des centres urbains.

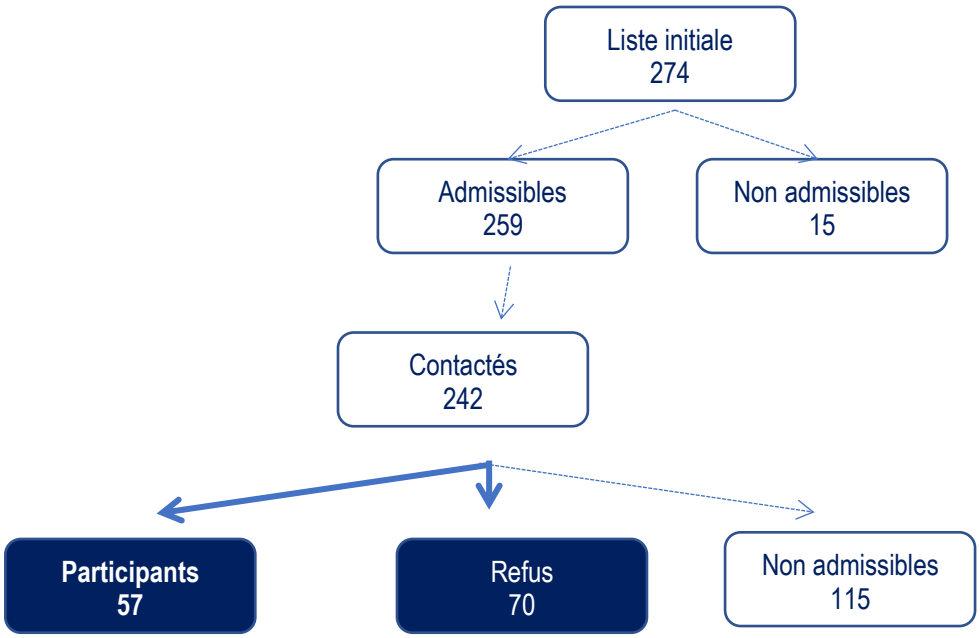
2. **le type d'activités** offertes aux usagers <u>dans le domaine de l'alimentation</u>
   - **« DON » :**
     - organismes offrant du **don d'aliments,**
     - **avec la présence ou non** d'autres activités **qui ne visent pas le développement de compétences en alimentation.**
     - Par ex. : frigo communautaire, vente d'aliments, popote roulante, repas communautaires.
   - **« DON+ »** :
     - Organismes offrant du **don d'aliments,**
     - **avec la présence d'activités soutenant le développement de compétences en alimentation.**
     - Par ex. : cours de cuisine, ateliers sur l'alimentation, cuisines collectives, jardins collectifs ou communautaires, groupes d'achats d'aliments, etc.

La section 4.2 présente, un peu plus loin, le détail des différentes activités offertes par les organismes communautaires, en distinguant les activités qui visent ou non le développement de compétences en alimentation.

Sur la base de ces critères, 259 organismes, sur les 274 recensés au départ, étaient admissibles à prendre part à l'enquête téléphonique (voir la figure 1) :

- Sur les 274 organismes ciblés, 242 ont été contactés, dans un ordre prédéfini par un tirage au hasard.
- 115 organismes se sont avérés non admissibles après le premier contact en raison de non-respect des critères d'admissibilité (n = 59), fermeture de l'organisme (n = 20), offre de bons d'achat seulement (n = 18), autres raisons (n = 18)
- 70 organismes ont refusé de participer, soit par manque de temps (n = 18), par l'impossibilité de les rejoindre (n = 18), par un manque de retour suite à une discussion avec eux (n = 15), ou pour d'autres raisons (n = 19).
- 57 organismes (26 organismes DON et 31 DON+) sur les **127 admissibles** ont accepté de participer, soit un taux de participation de 45 %.

Figure 1
Recrutement des organismes à Montréal



L'enquête téléphonique a été réalisée dans les quatre régions entre le 27 novembre 2017 et le 6 juin 2018. Deux organismes additionnels ont été recrutés au printemps 2019, de par leur intérêt à participer au projet. Un premier contact avec les organismes permettait de présenter le projet et les objectifs, d'appliquer les critères d'admissibilité, d'obtenir leur consentement éclairé pour l'enquête téléphonique et le recrutement des participants et de fixer un rendez-vous pour l'entrevue. Un résumé du projet et un formulaire de consentement étaient également transmis aux répondants.

Lors du deuxième appel, une entrevue téléphonique d'environ 45 minutes était réalisée par une agente de recherche. Le questionnaire comprenait cinq séries de questions :

- sur l'organisme (p. ex. : nombre d'employés et de bénévoles, offre alimentaire, etc.) ;
- sur les personnes qui le fréquentent (participation à d'autres activités, langue d'usager, etc. ;
- sur les principaux partenaires et collaborateurs : ententes formelles et liens informels avec le milieu municipal, communautaire, etc. ;
- sur l'enquête auprès des usagers (nombre annuel de nouveaux usagers, disponibilité d'un local, etc.) en vue du deuxième volet de l'étude;
- sur le recrutement des participants (validation de la stratégie proposée).

Les résultats qui suivent sont présentés à partir des données recueillies auprès de ces 57 organismes participants dans la région de Montréal.

4. RÉSULTATS

L'interprétation des résultats qui suivent exige de la prudence. En effet, même si le taux de participation des organismes de la région est acceptable (45 %), ce portrait repose sur un petit nombre d'organismes. Mais surtout, les résultats présentés pour chaque région n'ont pas fait l'objet de tests statistiques pour appuyer les comparaisons entre types d'organismes (DON et DON+) ou entre les milieux de vie (urbain et périurbain). Des analyses statistiques plus poussées seront réalisées avec les résultats de l'ensemble des quatre régions et feront l'objet d'un article scientifique.

4.1 Répartition géographique et profil des organismes

La figure 2 de la page suivante illustre la répartition géographique des organismes participants dans la région, selon leur taille et leur offre de service en alimentation.

Les organismes participants sont davantage présents en milieu urbain (n = 33, don n = 17, don+ n = 16) que périurbain (n = 24, don n = 9, don+ n = 15). La région de Montréal ne comporte pas de milieu rural. En majorité, ils desservent annuellement plus de 100 usagers (n = 46/57 organismes) :

- 5 organismes desservent entre 1 et 99 usagers (DON n = 3 et DON+ n = 2) ;
- 16 organismes desservent entre 100 et 499 usagers (DON n = 6 et DON+ n = 10) ;
- 12 organismes desservent entre 500 et 999 usagers (DON n = 6 et DON+ n = 6) ;
- 18 organismes ont plus de 1000 usagers (DON n = 8, DON+ n = 10);
- 3 organismes DON et 3 organismes DON+ ont des données manquantes.

Les deux types d'organismes sont semblables au niveau de leur taille et de leur localisation.

Le tableau 1 (p. 14) présente les principales caractéristiques de ces organismes.

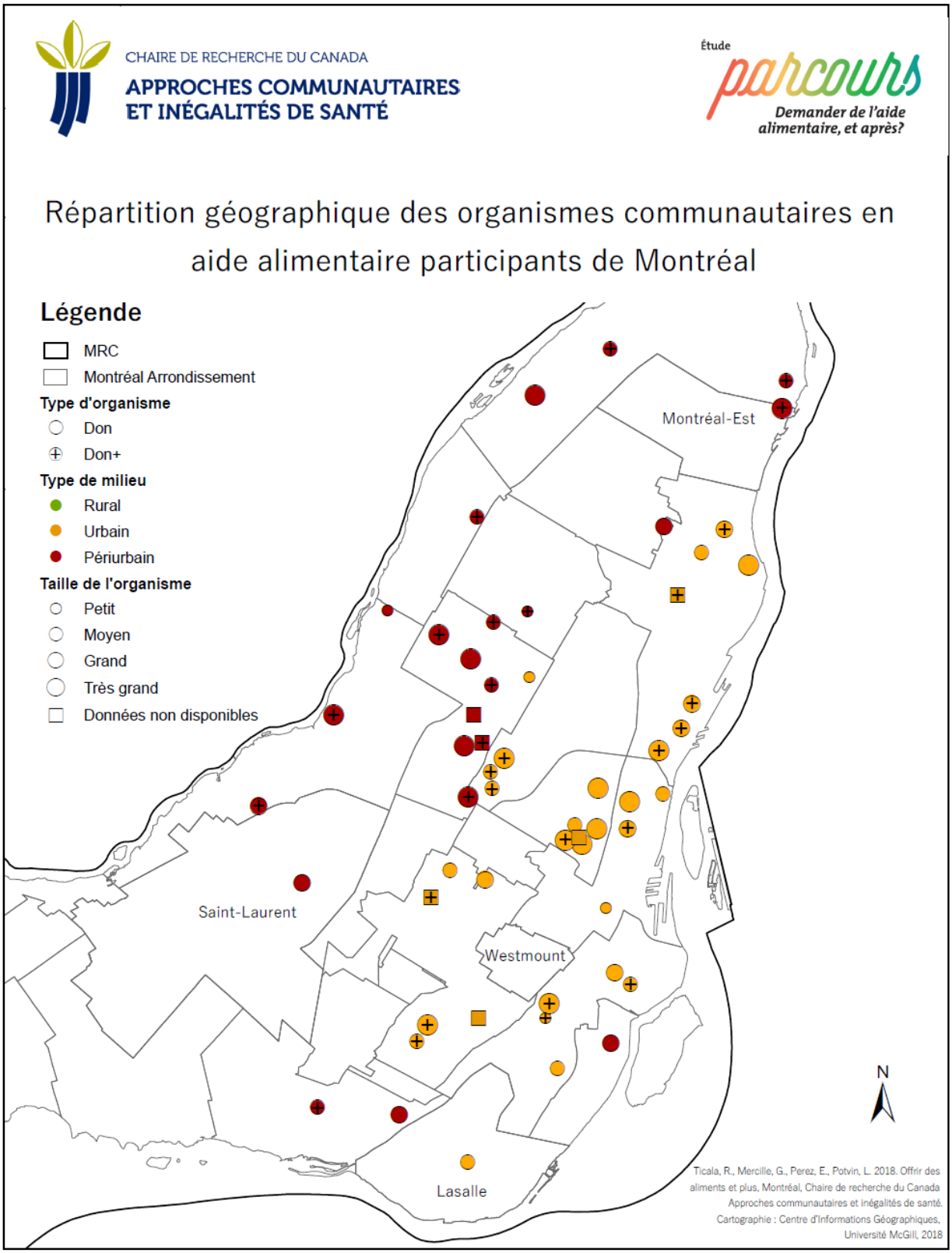
Les données pour l'ensemble des organismes participants révèlent que leur principal secteur d'activité est la sécurité alimentaire (n = 41). Pour presque tous les organismes, l'accès aux dons est régi par l'application de critères définis (n = 53).

33 organismes exigent une contribution financière des usagers, se situant souvent entre 1 et 5 $ (n = 22, DON n = 4, DON+ n = 18), plus fréquemment demandée parmi les organismes DON+ et à la reception de chaque panier d'aliments. Le concept d'adhésion par membership à l'organisme pour avoir accès aux dons d'aliments est appliqué parmi près de la moitié des organismes (n = 25). Les ressources humaines allouées pour la distribution des aliments sont généralement modestes au niveau des employés (52 organismes ont quatre employés ou moins), mais plus importantes au niveau des bénévoles (43 organismes ont plus de cinq bénévoles). La distribution des dons d'aliments se fait le plus souvent à une fréquence d'un jour et plus par semaine (n = 42).

Bien que les organismes DON et DON+ soient semblables sur plusieurs aspects, les données révèlent qu'il existe quelques différences entre eux. Les organismes DON+ demandent plus fréquemment que l'usager soit membre pour recevoir des dons d'aliments (n = 19). De plus, 15 de ces 19 organismes demandent des frais d'inscription. En plus, les organismes DON+ rapportent plus fréquemment qu'Ils exigent une contribution financière pour le don d'aliments (n = 21). La fréquence de distribution des dons d'aliments est semblable

Suite à la page 15

Figure 2



*Les deux organismes recrutés en printemps 2019, dont un dans l'Ouest de l'Ile, ne sont pas présents sur la carte

Tableau 1

Principales caractéristiques des organismes participants

(n = le nombre d'organismes)	Total (n = 57)	DON (n = 26)	DON+ (n = 31)
Principal secteur d'activité			
Sécurité alimentaire	43	19	24
Pauvreté	5	1	4
Économie sociale	1	1	0
Soutien à l'action bénévole	1	1	0
Maintien à domicile	0	0	0
Soutien aux familles	0	0	0
Donnée manquante	7	4	3
Accès aux dons d'aliments			
Application de critères prédéfinis par l'organisme	53	25	28
Revenu	48	25	23
Lieu de résidence	47	22	25
Autres	9	6	3
Contribution financière exigée de l'usager	33	10	23
Usager doit être membre de l'organisme	25	6	19
Distribution des dons d'aliments			
Fréquence			
2 à 7 jours par semaine	18	4	14
1 jour par semaine	24	12	12
1 jour par semaine et dépannage d'urgence	1	1	0
1 jour par 2 semaines	6	3	3
1 jour par mois	5	3	2
1 jour par mois et dépannage d'urgence	1	1	0
Valeur estimée du panier d'aliments			
10 $`à 19 $	2	1	1
20 $ à 39 $	14	6	8
40 $ à 59 $	18	6	12
60 $ à 79 $	12	9	3
80 $ à 99 $	4	1	3
100 $ et +	7	3	4
Nombre d'employés dédiés à la distribution des dons			
0	23	20	3
1	8	0	8
2 à 4	21	4	17
5 et +	5	2	3
Nombre de bénévoles dédiés à la distribution des dons			
0	3	0	3
1 à 4	11	4	7
5 à 9	13	9	4
10 à 14	10	7	3
15 et +	20	6	14

… Suite de la page 12
pour les deux types d'organismes, à l'exception que plus d'organismes DON+ distribuent des aliments plus d'un jour par semaine (n = 14), que les organismes DON (n = 4). Une différence semble également présente dans le nombre d'employés dédiés à la distribution des dons, car les organismes DON+ rapportent plus fréquemment avoir plus d'un employé (n = 28), alors que ceux DON ont pour la majorité aucun employé (n = 20). Le nombre de bénévoles est aussi supérieur chez les organismes DON+ (14 organismes ont plus de 15 bénévoles).

4.2 Qualité des dons alimentaires distribués

À partir d'une liste prédéfinie de 24 catégories d'aliments, une section du questionnaire demandait aux organismes de dire si, oui ou non, ils étaient en mesure d'offrir ces aliments **la plupart du temps** au cours de la dernière année. Dans le tableau 2, nous avons regroupé les aliments offerts selon quatre catégories, en fonction de leur degré de transformation, en utilisant une méthode de classification des aliments appelée NOVA[15].

Il est important de noter que pour certaines catégories d'aliments, les denrées énumérées peuvent être classées dans plus d'un degré de transformation. Par exemple, notre liste de questions ne permettait pas de distinguer le niveau de transformation pour le yogourt, qui pouvait être nature (aliment minimalement transformé) ou avec une saveur (aliment ultra-transformé). Dans ces cas, les aliments ont été classés au plus haut degré de transformation.

Les résultats du tableau 2 révèlent une offre alimentaire variée la plupart du temps, par une majorité d'organismes, composée d'aliments frais ou minimalement transformés, ainsi que transformés. Certains aliments offerts par les dons d'aliments semblent toutefois moins présents : le poisson (n = 22), les produits de viande reconstituée (n = 19), les œufs (n = 15), les boissons sucrées (n = 16) et les viandes fumées, salées ou séchées (n = 8).

En comparant les organismes DON et DON+, une différence dans la fréquence d'aliments frais ou minimalement transformés ainsi que de yogourt et fromage semble être présente entre les deux. Peu d'organismes DON, comparativement à ceux DON+, offrent la plupart du temps certains aliments de base comme des fruits et légumes frais ou congelés (n = 16), de la viande et volaille (n = 8) et du yogourt et du fromage (n = 17).

LA CLASSIFICATION NOVA[15]

Les aliments frais ou minimalement transformés, comme les fruits et la viande, ne contiennent pas d'ajout de substances ; ils sont le résultat du retrait des parties comestibles des animaux et des plantes. Ils sont consommés tels quels ou ils subissent des procédés qui augmentent leur durée de conservation, comme la réfrigération, la congélation, la pasteurisation et le séchage.

Les ingrédients culinaires sont des aliments qui sont utilisés pour la préparation d'autres mets (par ex. le sel de table, l'huile végétale et la farine).

Les aliments transformés se composent d'aliments du premier groupe, transformés avec ceux du deuxième groupe. Ils peuvent avoir subi un procédé de transformation tel que la cuisson et la mise en conserve (par ex. le poisson et les légumineuses en conserve).

Les aliments ultra-transformés sont des aliments préparés par l'industrie alimentaire qui ne peuvent être reproduits à la maison, tels que les céréales à déjeuner et les sachets instantanés.

Tableau 2

Composition habituelle des dons d'aliments

(n = le nombre d'organismes)		Total (n = 57)	DON (n = 26)	DON+ (n = 31)
Degré de transformation	**Catégorie d'aliments**			
Aliments frais ou minimalement transformés	Fruits ou légumes frais ou congelés	44	16	28
	Pâtes alimentaires	52	24	28
	Viande/volaille fraîche ou congelée	24	8	16
	Œufs	15	7	8
	Grains[a]	30	16	14
	Lait	28	10	18
	Jus de fruits non sucré	29	16	13
Ingrédients culinaires transformés	Ingrédients de base pour cuisiner[b]	26	14	12
Aliments transformés	Pain	51	21	30
	Légumineuses (sèches ou en conserve)	54	25	29
	Fruits ou légumes en conserve	49	22	27
	Poisson (frais, congelé ou en conserve)	22	11	11
Aliments ultra-transformés	Biscuits, pâtisseries, muffins, gâteaux	47	20	27
	Soupes/mets en conserve	51	23	28
	Yogourt (nature ou avec saveurs)/fromage	46	17	29
	Céréales à déjeuner, barres granolas	41	20	21
	Boissons sucrées (gazeuses, énergisantes, aux fruits, au lait aromatisé)	16	7	9
	Sachets instantanés[c]	33	17	16
	Collations emballées, bonbons, chocolat	36	15	21
	Plats pré-préparés et prêts à chauffer	30	11	19
	Produits de viande reconstituée[d]	19	7	12
	Margarine et autres tartinades	32	13	19
	Noix ou arachides (salées, sucrées ou non, avec ou sans fruits), beurre d'arachides	35	18	17
	Viandes fumées, salées ou séchées	8	2	6

a- Riz, orge ou couscous, etc.
b- Sel, sucre, herbes et épices, farine, huile végétale, beurre ou graisse (saindoux), etc.
c- Soupes, nouilles, sauces, bouillons, etc.
d- Saucisses, bâtonnets poisson/poulet, bacon, *corned-beef*, terrines et pâtés, etc.

4.3 Offre de service complémentaire au don d'aliments

Les tableaux 4 et 5 présentent les activités offertes dans les organismes communautaires participants, autres que le don d'aliments. Elles se divisent en deux catégories :

- reliées à l'alimentation,
- non reliées à l'alimentation.

Les personnes interviewées devaient répondre à la question suivante : « Je vais vous lire une liste d'activités réalisées en milieu communautaire. Pour chacune, pouvez-vous m'indiquer si elles sont offertes par votre organisme en répondant simplement par oui, non ou je ne sais pas ? ». En plus des 26 activités énumérées, il était possible d'en ajouter à l'item « autre ».

Rappelons que même si un organisme se classe DON, il peut offrir des activités reliées à l'alimentation si elles ne visent pas spécifiquement le développement de compétences en alimentation. Ces activités constituent d'autres formes de distribution d'aliments (vente d'aliments, popote roulante, repas communautaire et frigo communautaire). Les autres activités qui visent le développement de compétences en alimentation **sont exclusivement attribuées aux organismes DON+,** étant donné qu'il s'agit du critère qui définit un organisme DON+ par rapport à un organisme DON.

Tableau 3

Activités reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments

(n = le nombre d'organismes)	Total (n = 57)	DON (n = 26)	DON+ (n = 29)
Nombre d'activités offertes par l'organisme			
0	19	19	0
1	7	6	1
2	4	1	3
3	7	0	7
4 et +	20	0	20
Activités visant le développement de compétences en alimentation			
Cours ou ateliers de cuisine	25	0	25
Cuisine collective	19	0	19
Cours ou ateliers reliés à l'alimentation	21	0	21
Groupe d'achats d'aliments	8	0	8
Jardin collectif/communautaire	12	0	12
Autres activités de distribution d'aliments			
Vente d'aliments	23	2	21
Repas communautaire	29	6	23
Popote roulante	7	0	7
Frigo communautaire	2	0	2

Conformément à la définition d'organismes « DON »

Concernant les activités reliées à l'alimentation, on observe une différence entre les organismes DON et DON+ quant au nombre d'activités offertes et quant à leur nature. Sept organismes DON proposent une à deux activités, le plus souvent les repas communautaires (n = 6) et la vente d'aliments (n = 2), alors que ceux

DON+ en proposent une plus grande variété et au minimum une activité (n = 31). Ces activités sont le plus fréquemment des cours ou ateliers culinaires (n = 25), sur des sujets reliés à l'alimentation (n = 21) et des cuisines collectives (n = 19).

Les activités qui ne sont pas reliées à l'alimentation (tableau 4) varient également entre les deux types d'organismes, tant par leur nombre que par leur nature. Une plus grande variété d'activités est présente chez les organismes DON+. Une activité commune aux deux types d'organismes est le référencement vers une autre ressource (n = 55); presque tous offrent ce service. Les organismes DON offrent les plus fréquemment quatre activités ou moins (n = 22) et les organismes DON+ offrent trois activités et plus (n = 29).

Tableau 4

Activités non reliées à l'alimentation et complémentaires au don d'aliments

(n = le nombre d'organismes)	**Total (n = 57)**	**DON (n = 26)**	**DON+ (n = 31)**
Nombre d'activités offertes par l'organisme			
0	1	1	0
1 à 2	13	11	2
3 à 4	16	10	6
5 à 6	6	1	5
7 et +	21	3	18
Type d'activité			
Référence vers une autre ressource	55	25	30
Soutien à l'action bénévole	34	10	24
Autre dons ou vente de biens non alimentaires	34	16	18
Accompagnement vers une autre ressource	33	10	23
Espace de rencontre informelle	30	7	23
Activités de socialisation	25	2	23
Suivi pour un besoin particulier[a]	25	7	18
Participation des usagers à des comités de travail	23	4	19
Activités ou services pour enfants/familles	22	1	21
Développement de compétences	21	3	18
Aide à la recherche ou à la réinsertion à l'emploi	20	2	18
Activités d'entraide[b]	17	3	14
Bien-être personnel[c]	16	1	15
Consultation et défense des droits	17	3	14
Accompagnement et soutien[d]	15	2	13
Hébergement	4	1	3
Autres	14	3	11

a. Rédaction ou traduction de documents, courriels, aide pour les impôts, aide au logement, etc.
b. Banque de gardiennes, accompagnement à des rendez-vous médicaux, etc.
c. Activité physique, yoga, etc.
d. Interventions de proximité, accompagnement de références, visites d'amitié, etc.

En se penchant sur l'offre de service des organismes, une question se pose : dans quelle mesure les activités proposées sont-elles populaires ? Les activités non reliées à l'alimentation sont davantage populaires, la perception du taux de participation était divisée entre moins de 25% (n = 30) et entre 26 et 50% (n = 17).

Certaines activités sont davantage plus populaires que d'autres. Les deux activités reliées à l'alimentation les plus populaires sont les cuisines collectives (n = 12) et la vente d'aliments (n = 6). Un organisme rapporte qu'aucune activité n'est populaire auprès des usagers. Les activités non reliées à l'alimentation les plus populaires sont les autres types de dons ou de vente à rabais (n = 13) et la référence vers une autre ressource (n = 9). Quatre organismes ont répondu qu'aucune activité de cette catégorie n'est populaire auprès des usagers qui reçoivent des dons d'aliments. Ainsi, l'ensemble des répondants estiment éprouver une difficulté commune à mobiliser les usagers afin qu'ils participent aux activités offertes, surtout pour les activités reliées à l'alimentation.

4.4 Partenaires et collaborateurs

La dernière section du questionnaire portait sur le réseau des organismes participants. Des questions sur l'existence d'ententes formelles (contractuelles) ou informelles (de gré à gré) de collaboration ou de partenariat dans le cadre de services, de projets ou au sein d'instances de concertation ont été explorées. Les réponses à ces questions sont malheureusement très difficiles à analyser, car à première vue la distinction entre collaborations formelles ou informelles ne semble pas avoir été bien comprise par les répondants. Des analyses plus fines seront faites au cours des prochains mois. Pour le moment, voici les données globales, sans distinction quant au caractère formel ou informel de ces pratiques (tableau 5).

Tableau 5

Nombre de liens de collaboration et de partenariats formels et informels avec divers types d'organismes

(n = le nombre d'organismes)	Total (n = 57)	DON (n = 26)	DON+ (n = 31)
Aucun type de lien de collaboration	0	0	0
Un lien de collaboration			
Organismes communautaires	1	1	0
Institutions publiques	2	0	2
Entreprises privées	1	1	0
Deux liens de collaboration			
Organismes communautaires et institutions publiques	8	5	3
Organismes communautaires et institutions privées	1	0	1
Institutions publiques et entreprises privées	7	6	1
Trois liens de collaboration			
Organismes communautaires, institutions publiques et entreprises privées	37	13	24

Dans la région de Montréal, tous les organismes DON+ (31) et 20 organismes DON sont membres d'une MOISSON. De plus, comme détaillé dans le tableau 5, plus de la moitié (n = 37) des organismes participants possède des liens avec d'autres organismes communautaires, avec des institutions publiques (santé, éducation, emploi, etc.) et des entreprises privées (commerces d'alimentation, producteurs agricoles, etc.). La diversité des liens semble être différente entre les deux types d'organismes; la moitié des organismes DON participants possèdent moins de trois liens de collaboration (n = 13), comparativement à six organismes DON+.

5 FAITS SAILLANTS, LIMITES ET DISCUSSION

5.1 Faits saillants

Cette enquête téléphonique, qui constitue le premier volet de l'étude **PARCOURS, Demander de l'aide alimentaire et après ?** dresse le portrait des organismes communautaires offrant des dons alimentaires dans la région de Montréal et présente les balises de leur offre de services. La présente section est le fruit des discussions entre l'équipe de recherche et les membres des groupes de travail des quatre régions participantes, ainsi que des échanges avec les participants à un forum régional tenu à l'automne 2018.

Pour la région de Montréal, les principaux résultats sont les suivants :

- Les organismes DON et DON+ semblent de même taille; le nombre de ménages desservis, et la fréquence de distribution des aliments sont comparables. Seul le nombre d'employés et de bénévoles diffère.
- Pour les deux types d'organismes, l'offre alimentaire est variée. Des aliments frais ou minimalement transformés sont disponibles la plupart du temps pour les usagers. Les organismes DON semblent offrir moins fréquemment des aliments périssables.
- L'offre de services diffère entre les deux types d'organismes, les organismes DON+ possédant une plus grande variété d'activités. Ils ont toutefois une perception commune quant à la faible participation des usagers aux activités offertes.
- La totalité des organismes a établi des collaborations ou des partenariats avec d'autres organismes communautaires, avec des institutions publiques ou des entreprises privées.

Comme mentionné précédemment, ces données étant descriptives, il faut demeurer prudent dans leur interprétation. Cela dit, quelques éléments de contexte et quelques questions ressortent des discussions menées avec les divers partenaires.

> **Les différences entre organismes DON et DON+** sont sensiblement les mêmes dans les autres régions participantes. Un des objectifs de cette enquête téléphonique était de recruter un nombre égal d'organismes DON et DON+ pour le volet 2, l'enquête auprès des usagers. Dans la région de Montréal, nous n'avons pas obtenu cette parité (26 et 31), ni, au total, où nous avons recruté 64 organismes DON et 82 organismes DON+. Il semble que le don d'aliments soit maintenant largement associé à d'autres interventions communautaires.

De façon générale, les responsables des organismes estiment cependant que peu d'usagers (environ le quart) participent à des activités autres que le don d'aliments. Plusieurs partenaires ont souligné l'enjeu du transport qui limite leurs déplacements. Par ailleurs, certains estiment que plusieurs usagers ne souhaitent tout simplement pas participer à des activités de développement de capacités, tel que des ateliers, des cours, etc. Mais les résultats de notre étude de 2011-2013 mettent aussi en lumière que les profils des personnes qui fréquentent les organismes DON et celles qui fréquentent des organismes DON+ diffèrent :

> « … les premiers sont en perte de contrôle, tandis que les seconds sont dans une démarche de reprise de contrôle. Dans les cas de perte de contrôle, les personnes peuvent avoir déjà épuisé toutes leurs ressources ou être projetées en situation de crise par un ou plusieurs éléments déclencheurs (incendie, perte d'emploi,

> etc.). Ces personnes auront alors recours à un organisme centré sur le don parce que c'est le seul endroit où trouver de la nourriture, la seule façon de répondre à un besoin essentiel. Par comparaison, les gens qui choisissent de participer à une activité de type coopératif y recourent plutôt pour s'outiller afin de surmonter des difficultés (réduire les coûts de l'alimentation pour faire face à une hausse de loyer, apprendre à cuisiner, etc.) ou simplement par envie de participer à une activité collective[8]. » (p.3)

L'enquête longitudinale en cours permettra, espérons-le, de mieux comprendre la situation et de cerner les conditions à mettre en place pour soutenir la participation d'usagers à des activités de développement des capacités.

En constatant **que l'offre alimentaire des organismes DON et DON+ est assez variée,** les partenaires estiment qu'ils sont globalement sur la bonne voie, puisque plus de la moitié des organismes offrent, la plupart du temps, des aliments frais ou minimalement transformés, à part les œufs et le lait. Même si cela va à l'encontre de la perception encore fort répandue que les aliments offerts par les banques alimentaires ne sont pas toujours de qualité, ils ont le sentiment que la préoccupation d'offrir une saine alimentation est partagée et qu'il y a un consensus fort autour de l'idée de fournir des paniers d'aliments « plus », c'est-à-dire plus locaux, plus santé et plus variés. Ils y voient également l'impact du travail des banques alimentaires centralisées, en l'occurrence Moisson-Montréal, et de l'émergence de plusieurs initiatives qui ont permis de bonifier cette offre au cours des dernières années. Les moyens de conservation sur place pourraient être un facteur important qui limite l'offre d'aliments périssables dans les organismes DON.

Cela dit, plusieurs questions demeurent quant à la qualité des aliments offerts. On ne connaît pas les quantités offertes ni les habitudes de consommation des usagers. On sait que ce qui est offert n'est pas toujours entièrement consommé. Plusieurs évoquent les stocks de légumineuses qui ne sont pas très populaires, en dépit de diverses initiatives (dégustations, recettes simples, etc.) pour que ces derniers soient mieux connus et appréciés. Enfin, la distribution d'aliments dans les organismes DON de même que DON+ ne se deroule généralement pas comme dans les épiceries sociales ou les jardins communautaires où les gens peuvent choisir les aliments qu'ils consomment.

Les partenaires estiment également que la qualité des aliments offerts est tributaire de leurs **collaborations avec d'autres organismes, institutions et entreprises.** Même s'il reste encore des analyses à effectuer pour tenter de mieux cerner la nature et le caractère formel ou informel de ces collaborations, ils sont d'avis que le réseautage entre organismes est largement informel, à l'exception du partenariat structurant avec Moisson Montréal notamment par rapport aux ententes établies à l'échelle régionale avec certains fournisseurs ou donateurs. Étant donné le grand nombre d'organismes qui offrent du don d'aliments à Montréal, un meilleur réseautage et un système de référencement entre organismes seraient souhaitable pour connaître davantage l'offre de services et mieux cibler les usagers au sein de leurs quartiers ou territoires respectifs.

5.2 Limites de l'étude

Ce projet de recherche est le premier à produire des analyses descriptives des organismes de la région de Montréal, en plus d'inclure une comparaison selon le type d'activités offertes dans l'organisme, soit un organisme offrant ou non des opportunités de développement de compétences en alimentation (DON+ ou DON). Les résultats obtenus se basent également sur les différents types de territoires de la région, soit

périurbains et urbains, alors que plusieurs études existantes considèrent uniquement un type de territoire. Toutefois, cette enquête comporte des limites.

Ces résultats ne peuvent être généralisés à l'ensemble des organismes offrant du don d'aliments. En effet, bien que ce projet repose sur un recensement des organismes de la région, les critères d'inclusion appliqués aux organismes participants font en sorte que ces résultats proviennent d'organismes où l'accès au don n'est pas conditionnel à l'utilisation des autres services et qui ne s'adressent pas uniquement à un sous-groupe de la population (mineurs, aînés, itinérants, autochtones, personnes ayants des problèmes de santé, etc.).

Par ailleurs, les informations obtenues proviennent d'employés ou de bénévoles connaissant bien le service de don d'aliments, alors que le point de vue des usagers n'est pas tenu par compte. Les résultats doivent donc être interprétés en conséquence.

5.3 Perspectives

Au cours des prochains mois, ce portrait de l'offre de services des organismes en aide alimentaire de la région de Montréal sera mis en relation avec les résultats des autres régions participantes (Estrie, Mauricie – Centre-du-Québec et Lanaudière). Des analyses plus poussées seront effectuées, notamment pour comparer les résultats en fonction des milieux de vie (urbain, périurbain, rural). Cette enquête téléphonique constitue une première étape de l'étude **PARCOURS, Demander de l'aide alimentaire et après ?**. Le recrutement de nouveaux usagers fréquentant les organismes participants est amorcé depuis septembre 2018. Ce second volet permettra de documenter l'impact des interventions communautaires sur leur sécurité alimentaire et, plus largement, sur leur santé, leur bien-être et leur intégration sociale. Cette enquête longitudinale devrait également permettre de répondre à certaines des questions soulevées précédemment sur l'utilisation des ressources communautaires en documentant les parcours des nouveaux usagers bénéficiant de l'aide alimentaire à Montréal.

RÉFÉRENCES

1. Tarasuk V, Mitchell, A, Dachner, N. Household food insecurity in Canada, 2014. Toronto : Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF), 2016. Retrieved from http://proof.utoronto.ca in September 2016.
2. McIntyre L, Patterson PB, Anderson LC, Mah CL. Household food insecurity in Canada: Problem definition and potential solutions in the public policy domains. Canadian Public Policy 2015; DOI: http://dx.doi.org/10.3138/cpp.2015-066.
3. Canada FAO. Canada's fifth progress report on food security 2008. Retrieved from http://www5.agr.gc.ca/resources/prod/doc/misb/fsec-seca/pdf/1245790426228_rpt_5_e.pdf in September 2016.
4. Bazerghi C, McKay F, Dunn M. The role of food banks in addressing food insecurity: A systematic review. J Community Health 2016;41:732-40.
5. McIntyre L. Food insecurity policy is not the flip side of food security policy. Policy Options 2011:48-51.
6. Banques alimentaires du Canada, Les banques alimentaires et le mythe de la dépendance, 2014, 6

p. https://www.foodbankscanada.ca/getmedia/bbe9d354-ce09-4bcd-af21-3cf4da745656/Food-Banks-and-the-Dependence-Myth_FINAL_June-2014_FR.pdf.aspx?ext=.pdf

7. Iacovou M, Pattieson DC, Truby H, Palermo C. Social health and nutrition impacts of community kitchens : A systematic review. Public Health Nut 2013;16:535-43.
8. Roncarolo, F., Adam, C., Boyer, G., Flahault, C., Thérien, I. « Les interventions communautaires en sécurité alimentaire à Montréal », *Le Point sur… l'action communautaire*, nº 1, Montréal, Centre de recherche Léa-Roback et Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS), 4 p. Équipe de recherche : Potvin, L., Sénécal, G., Bernier, J., Rivard, M., Roncarolo, F., Adam, C., Gough, M. http://chairecacis.org/fichiers/lea-roback-2016.pdf
9. Roncarolo, F., Adam, C., Bisset, S., & Potvin, L. Food capacities and satisfaction in participants in food security community interventions in Montreal, Canada. Health Promotion International, 2016, 31, 879-887. doi: 10.1093/heapro/dav085
10. Roncarolo, F., Bisset, S. & Potvin, L. Short-term effects of traditional and alternative community interventions to address food insecurity. PLOS one, 2016, doi.org/10.1371/journal.pone.0150250
11. Roncarolo, F, Adam, C., Bisset, S., & Potvin, L. Traditional and alternative community food security interventions in Montreal, Québec: Different practices, different people. Journal of CommunityHealth, 2015, 40, 199-207. DOI 10.1007/s10900-014-9917-8
12. Gough, M. *Experiences of participants in the field of food insecurity through the lens of Bourdieu's cultural capital: Practical and theoretical explorations,* mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de Maître des sciences (M.Sc) en Santé communautaire option recherche, Université de Montréal, 2014.
13. Mtl en statistiques 2018 : Profil Sociodémographique-Recensement 2016, Agglomeration de Montréal, 2018http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROFIL_SOCIOD%C9MO_AGGLOM%C9RATION%202016.PDF
14. Agence de la Sante et des Services sociaux de Montréal. *Vivre une île en santé-Rapport annuel de gestion 2013-2014*.
15. Moubarac JC, Batal M. La consommation d'aliments transformés et la qualité de l'alimentation au Québec 2016. Retrieved from: https://nutrition.umontreal.ca/wp-content/uploads/sites/45/2017/02/RapportMSSS2016-10-19.pdf.

Étude

parcours

Demander de l'aide alimentaire, et après?

ÉGALEMENT DISPONIBLES

Offrir des aliments et plus
Portrait de l'offre de service des organismes communautaires en aide alimentaire de la région de **l'Estrie**

Offrir des aliments et plus
Portrait de l'offre de service des organismes communautaires en aide alimentaire de la région de la **Mauricie – Centre-du-Québec**

Offrir des aliments et plus
Portrait de l'offre de service des organismes communautaires en aide alimentaire de la région de **Lanaudière**

POUR INFO
www.chairecacis.org
parcours@irspum.umontreal.ca
https://www.facebook.com/etudeparcours.

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA
APPROCHES COMMUNAUTAIRES ET INÉGALITÉS DE SANTÉ